

Ecrit par le 4 février 2026

Comment assister à la chute de la cheminée d'Aramon ?



DP_ARAMON_abattage

Points d'observation, restrictions de circulation, exposition photo, déroulement de la matinée... La mairie d'Aramon a communiqué tout ce que vous devez savoir pour assister à l'affalement de la cheminée de la centrale EDF prévu le mercredi 7 juin prochain.

Symbol de la commune d'Aramon depuis sa construction il y a plus de 40 ans, la cheminée de l'ancienne centrale thermique d'EDF va disparaître du paysage le mercredi 7 juin prochain. C'est à 10h30 que l'édifice de 250 mètres devrait être 'affalé', c'est-à-dire basculée sur le côté en direction du parc de la Lône.

L'occasion pour la municipalité gardoise de mettre en avant le lien qui s'est tissé avec celle qui fût la plus haute tour industrielle d'Europe avant d'être dépassée par celle de Gardanne en 1984 (297 mètres).

« La cheminée a constitué un véritable symbole pour tout un territoire et particulièrement pour notre commune, expliquent les services de la Ville. Visible à plus de 20 km, ayant été la cheminée la plus haute d'Europe, elle a su s'intégrer aux paysages aramonaïs et s'ancker durablement. C'est donc, logiquement que la commune organise des moments particuliers au cours de cette matinée. »

Ecrit par le 4 février 2026

[A lire aussi : « Tout savoir sur la démolition de la cheminée de la centrale EDF d'Aramon »](#)

L'opération devrait prendre moins d'une minute

Ainsi, plusieurs moments rythmeront la matinée qui se terminera par un moment d'échanges autour d'un apéritif.

- 9h30 : rendez-vous à la salle Eugène Lacroix pour une prise de parole des élus.
- 10h : rendez-vous à la Lône où sur le trajet les spectateurs pourront découvrir les 43 clichés retenus suite à un appel à candidature de la commune ainsi que des dessins réalisés par les enfants du centre de loisirs et 3 maquettes de la centrale (cependant, en fonction de la météo, cette exposition pourrait être présentée uniquement salle E. Lacroix).
- 10h30 : l'abatage de la cheminée devrait débuter après un décompte final. L'opération ne devrait pas prendre plus d'une minute.
- 11h : la municipalité convie ensuite les spectateurs à un moment convivial à la salle E. Lacroix.



Il faudra moins d'une minute pour venir à bout des 250 mètres de la cheminée de l'ancienne centrale thermique d'Aramon mise à l'arrêt depuis le 1er avril 2016.

Fermeture des routes à partir de 9h30

L'abattage de la cheminée impose des conditions de sécurité strictes. Aucune personne non autorisée ne devra se retrouver à proximité du site. Plusieurs accès majeurs seront donc fermés sur la matinée à partir de 9h30 :

- La RD2 (Route départemental 2) dans les 2 sens entre Beaucaire et Avignon, depuis le barrage de Vallabregues et jusqu'au rond-point devant Sanofi (voir plan ci-dessous).

Ecrit par le 4 février 2026

- Le contre canal depuis Sanofi jusqu'au barrage de Vallabrèques sera fermé.
- La RD126 (Aramon-Montfrin / Montfrin-Aramon) depuis l'entrée de ville au niveau du lotissement des Charmettes (mas du Lapin) et jusqu'à la jonction de la RD126 et RD500 (intersection Aramon/Montfrin/Theziers) - voir plan plus bas.
- La RD702 (quartier les agasses - jonction entre la RD126 et la RD2) - voir plan ci-après.

D2 à Sanofi

Fermeture de 9h30 à 11h30



Sauf incident, l'ensemble de ces routes rouvriront à la circulation à partir de 11h30 à l'exception de la RD702 qui restera fermée toute la journée.

Par ailleurs, l'accès aux massifs forestiers sera interdit sur toute la journée. De même que l'accès aux points hauts seront réglementés (Valorière, Belvédère...).

Ecrit par le 4 février 2026

D 702



Fermeture toute la journée

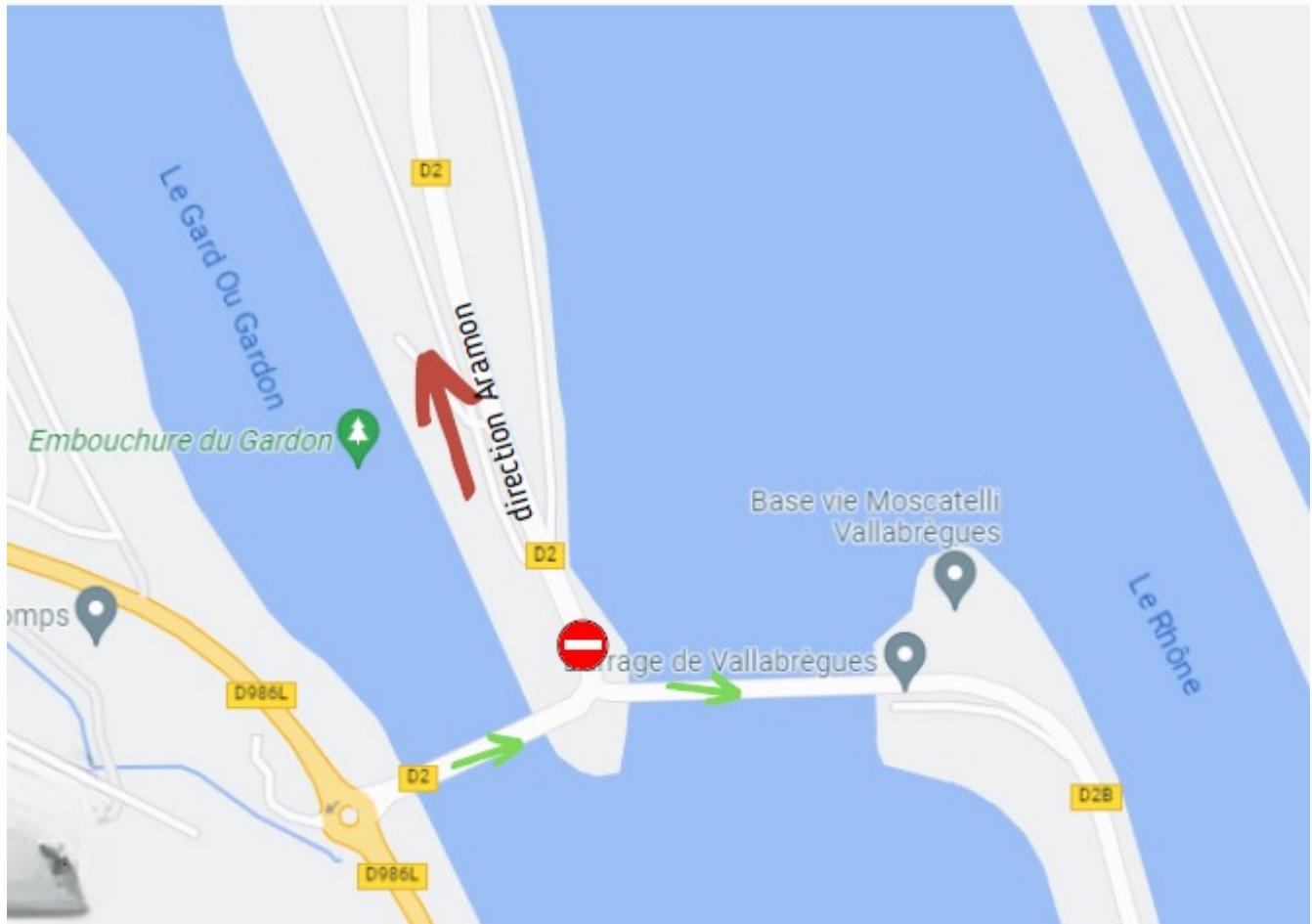


Les gendarmes d'Aramon, appuyés par les renforts des brigades alentours ainsi que par les effectifs de la police municipale et de la police intercommunale, veilleront à faire respecter l'ensemble de ces consignes de sécurité. Pour cela, des patrouilles mobiles, stationnaires sur les points d'interdiction d'accès et même fluviale seront déployées.

Ecrit par le 4 février 2026

D2 à Vallabregues

Fermeture de 9h30 à 11h30



Les questions pratiques que vous pouvez vous poser

L'abattage va-t-il engendrer de la poussière ?

Le procédé mis en place devrait limiter la dispersion de poussière au-delà du périmètre du site notamment par l'arrosage du site et la mise en place de brumisateurs. L'effet du vent sera également un facteur important.

Une détonation se fera-t-elle entendre ?

Oui, mais de très courte durée puisque l'abattage dans sa totalité ne prendra qu'une minute.

Est-ce que l'abattage peut encore être reporté ?

Seules des conditions cycloniques avec des vents au-delà de 160km/h ou une alerte foudre annulerait

[Ecrit par le 4 février 2026](#)

l'exécution de l'affalement de la cheminée. A ce jour, il ne semble pas y avoir de risque d'orage ni de pluie selon les prévisions météorologiques à une semaine.

La circulation sur le Rhône sera-t-elle interrompue ?

Oui, elle sera interrompue momentanément pour éviter tout risque de sur accident. En revanche, les trains continuent à circuler.

Livraisons, soins, urgences... : comment ça marche ?

Aucune circulation ne sera autorisée. Il est donc recommandé de reporter les livraisons et d'adapter les heures d'arrivée des équipes de travail, des clients et des patients. Cependant, pour les urgences la RD 235 (Aramon-Domazan) et la RD 19(Aramon-Théziers) seront ouvertes.

Et pour les transports scolaires et les transports publics ?

Les autorités de gestion des transports ont été informées des restrictions à la circulation. Il n'y a pas d'impact sur le collège, l'arrivée et le départ des enfants se faisant en dehors de la période de fermeture des voies.

L.G.

Tout savoir sur la démolition de la cheminée de la centrale EDF d'Aramon

Ecrit par le 4 février 2026



Si la date de la démolition de la cheminée de l'ancienne centrale thermique d'Aramon avait déjà été dévoilée en février dernier, on en sait désormais plus concernant les détails de cette opération spectaculaire qui sera ouverte au grand public sous condition. L'édifice, qui fût en son temps la plus haute cheminée de France, sera 'affalé' dans la matinée du mercredi 7 juin prochain.

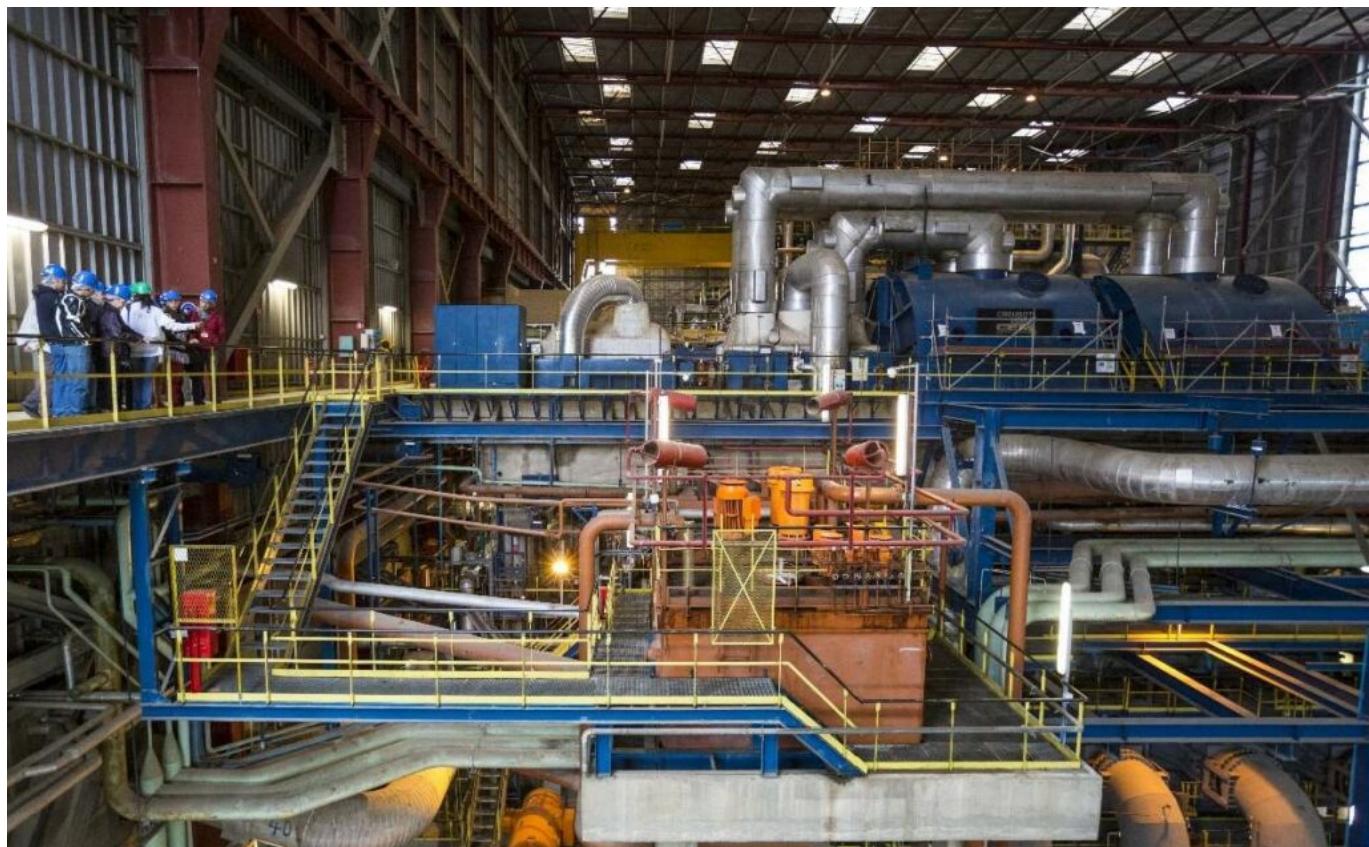
« Cet abattage constitue une opération symbolique pour l'avenir d'EDF », explique [Virginie Monnier-Mangue](#), déléguée territoriale EDF-Occitanie.

« Cela marque aussi une nouvelle étape pour ce site EDF de 55 hectares, car c'est ici que l'on invente l'après-pétrole », poursuit celle qui est aussi présidente de l'association [Cleantech-vallée](#), l'écosystème de développement de l'industrie des énergies propres désormais implanté dans l'enceinte de la centrale de production thermique gardoise mise à l'arrêt depuis 2016.

Mise en service en 1977 après près de 4 ans de chantier

Ecrit par le 4 février 2026

Construite à partir de 1974, la centrale de production d'électricité d'Aramon a été mise en service en 1977. A cette époque, sa cheminée culminant à 250 mètres était alors la plus haute cheminée de France jusqu'à la mise en service de celle de Gardanne (297 mètres) en 1984. La capacité du site employant 140 personnes (110 salariés d'EDF et une trentaine d'employés partenaires) était de 1 400 Mégawatts (soit l'équivalent de la consommation de la ville de Marseille) obtenus grâce à l'utilisation de deux turbines fonctionnant à partir de la combustion de fioul lourd.



Initialement le centrale au fioul d'Aramon devait fonctionner jusqu'en 2023 avant, finalement, d'être officiellement fermée le 1^{er} avril 2016.

Destinée à sécuriser l'approvisionnement électrique français, la centrale avait pour vocation à être peu utilisée. Son rôle étant de produire rapidement de l'énergie, avec une mise en route en moins de 6 heures, afin de répondre efficacement aux variations du réseau, notamment lors des pics de consommation. D'une trentaine d'heures de fonctionnement par an au milieu des années 2000, la centrale gardoise est ainsi montée jusqu'à près de 90h durant ses dernières années de fonctionnement. Devant initialement fonctionner jusqu'en 2023, la DPIT (Direction de l'ingénierie de production thermique) du comité exécutif du groupe EDF avait finalement préconisé sa fermeture dans le cadre du projet de loi de transition énergétique. Une fermeture qui intervient officiellement le 1^{er} avril 2016, même si le site avait alors cessé de fonctionner depuis quelques mois déjà.

Ecrit par le 4 février 2026

Comment abattre une géante de 250 mètres ?

Depuis sa mise à l'arrêt il y a 7 ans, le site a fait l'objet de plusieurs opérations de déconstruction dont la plus visible était certainement la démolition des 4 immenses cuves destinées au stockage du fioul. Rien cependant d'aussi spectaculaire que la démolition à venir de la cheminée qui culmine à 250 mètres. Une géante de 29 mètres de diamètre à sa base et de 13 mètres de diamètre ensuite qui pèse également approximativement 50 000 tonnes de béton et d'acier.

« Il existe deux méthodologies de déconstruction des cheminées, explique [Caroline Cosson](#), directrice adjointe du Centre de post-exploitation (CPE) d'EDF. L'abattage : cette technique consiste à faire chuter la cheminée de sa propre hauteur, comme un arbre que l'on coupe, pour la traiter ensuite au sol. L'autre techniques c'est le grignotage : d'une part l'installation d'une plateforme glissante qui va évoluer de haut en bas sur laquelle sont placés des engins mécaniques qui broient et cassent le béton. Le béton tombe à l'intérieur de la cheminée. La plateforme descend au fur et mesure du grignotage. D'autre part, un outil suspendu à une grue de grande hauteur est commandé par vidéo et broie la cheminée petit à petit. La chute des débris se fait à l'intérieur du conduit de la cheminée. »



En 2012, la société Cardem, filiale de Vinci qui a en charge l'affalage des 250 mètres de la cheminée d'Aramon, a utilisé la même technique pour la démolition des 3 cheminées de l'usine EDF de Richemont en Moselle, respectivement hautes de 75, 111 et 115 mètres.

Vu sa hauteur et le danger que pouvait représenter le Mistral, la solution du 'grignotage' n'a donc pas été retenue. C'est donc en utilisant une technique 'd'affalage', que la société [Cardem](#), filiale de Vinci construction spécialisée dans ce type d'intervention de déconstruction, et ses équipes de 40 intervenants vont faire tomber sur le côté la cheminée dans la matinée du mercredi 7 juin prochain grâce à l'utilisation contrôlée d'explosifs. Comme elle l'a fait, par exemple, en 2012 avec les cheminées de l'usine EDF de

Ecrit par le 4 février 2026

Richemont en Moselle, respectivement hautes de 75, 111 et 115 mètres.

Mise en place d'un périmètre de sécurité et fermeture des routes entre

Pour réaliser cette opération en toute sécurité, la préfecture du Gard va mettre en place différents périmètres de sécurité afin de limiter les accès au site. Si un périmètre d'exclusion totale est prévu dans un rayon de 415 mètres autour de la cheminée, les restrictions d'accès seront bien plus larges. Ainsi, les routes RD 2 (le long du Rhône), RD 702 et RD 126 (route de Montfrin) seront fermées par la gendarmerie et la police municipale d'Aramon entre 9h30 et 11h30, horaire de réouverture prévu afin notamment de permettre le passage des transports scolaires. Vélos et piétons ne pourront pas passer non plus, y compris sur les berges du Rhône.



Le mercredi 7 juin, les routes RD 2 (le long du Rhône), RD 702 et RD 126 (route de Montfrin) entourant la centrale d'Aramon seront fermées entre 9h30 et 11h30.

Durant ce laps de temps, le trafic fluvial sur le Rhône sera également interrompu par deux brigades nautiques venues spécialement en renfort.

Côté trafic aérien, des consignes seront données en amont afin d'alerter les pilotes sur la disparition de ce repère visuel et éviter ainsi les désorientations spatiales. Bien évidemment, la présence d'aéronefs de tourisme est aussi interdite. Les pilotes de canadair de la Sécurité civile seront également informés de ne pas utiliser la zone d'écopage située à proximité immédiate sur le Rhône.

Le passage des trains, plus éloigné, ne sera pas interrompu mais les conducteurs seront prévenus afin qu'ils ne soient pas surpris par l'éventuelle chute de la cheminée lors de leur passage.

Enfin, la présence d'une ligne haute tension de 400 000 volts sur le site nécessitera son interruption. Sauf incident, cela ne devrait cependant engendrer aucune coupure de courant.

« La majorité des Aramonais a connu cette cheminée. »

Ecrit par le 4 février 2026

Pascale Prat, maire d'Aramon

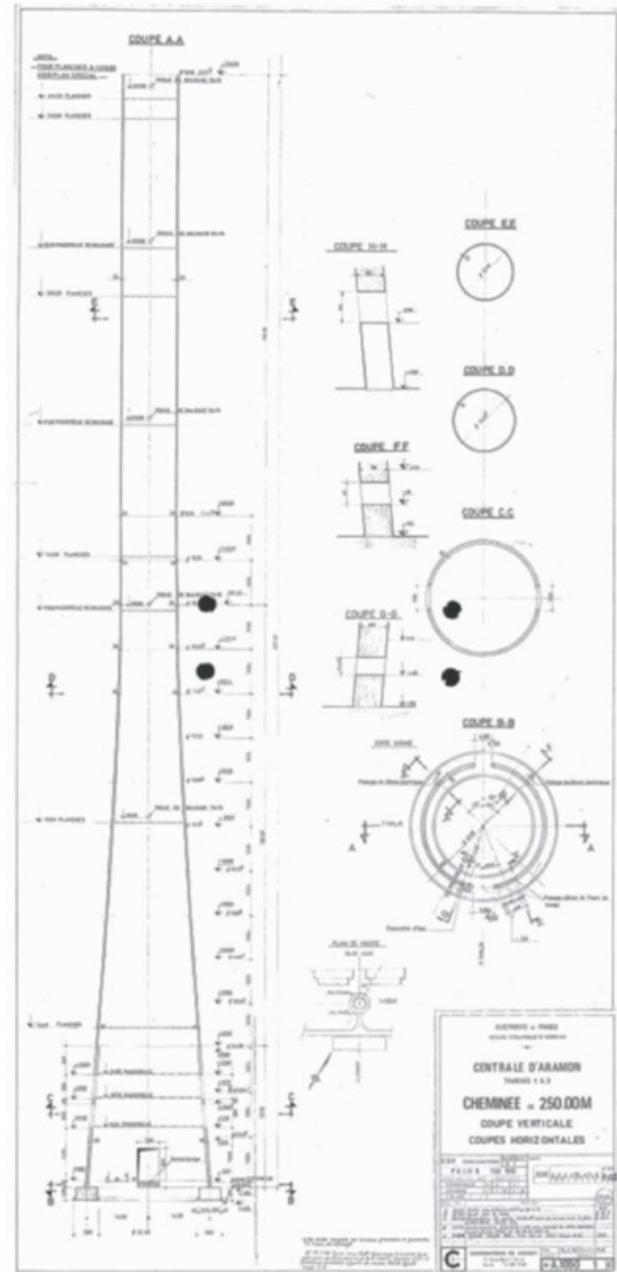
Comment assister à la démolition ?

Si le périmètre immédiat de la centrale n'est pas densément peuplé, la commune d'Aramon va devoir toutefois procéder à l'évacuation préventive d'une demi-douzaine d'habitations situées à proximité. Cela concerne moins d'une vingtaine de personnes.

« La majorité des Aramonais a connu cette cheminée », rappelle Pascale Prat, maire d'Aramon afin d'évoquer l'attachement de ses habitants à cette centrale et à son symbole que représente sa cheminée blanche et rouge.

Et pour que ces derniers puissent voir en toute sécurité à cette 'disparition', la municipalité propose à la population de se rassembler salle des fêtes Eugène-Lacroix avant de rejoindre le parc de la Lône afin d'assister au plus près à l'affalement. Un parcours qui sera ponctué d'une exposition photos de la cheminée. L'objectif pour la commune étant de limiter les rassemblements dans les collines environnantes afin de minimiser les risques comme les incendies notamment. « Nous ne voulons pas d'un événement comme cela s'est produit l'an dernier à Barbentane avec le feu de la Montagnette », s'inquiète la maire d'Aramon.

Ecrit par le 4 février 2026



C'est officiel : la tour fait 250 mètres de hauteur !

240 mètres, 244 mètres, 252 mètres et même 258 mètres ! Plusieurs chiffres différents ont été évoqués pendant des années pour estimer la hauteur de la cheminée d'Aramon. Le verdict est tombé : selon les plans officiels d'EDF, la cheminée culmine à 250 mètres tout rond. A sa base, l'édifice affiche un diamètre de 29 mètres avant de prendre une forme tubulaire à partir du 129^e mètre pour un diamètre de 13 mètres ensuite.

Si tout se passe bien, cette dernière doit justement tomber en direction du parc (dans un sens plutôt

Ecrit par le 4 février 2026

Ouest-Est) avec une précision de l'ordre de 2%. Un système de charnière réutilisable mis en place par Cardem doit d'ailleurs permettre de guider la chute de la tour depuis sa base. Plus de 95% de la poussière occasionnée devraient rester confiner sur les 55 hectares du site et un système de brumisateur XXL sera mis en place pour limiter l'effet de souffle. Il y aura un bruit de déflagration ainsi que la possibilité d'un effet de résonance dans le sol. Pas de quoi cependant représenter un danger pour les habitations alentours.

Côté météo, ni le vent et ni la pluie pourraient avoir un impact sur les opérations de démolition. Seul un risque d'orage pourrait entraîner un report.

50 000 tonnes de béton et d'acier à recycler

Une fois au sol, il sera beaucoup plus facile pour EDF de 'traiter' les 50 000 tonnes de matériaux de la cheminée (50% de béton et 50% d'acier).

« Nous sommes soucieux de recycler chaque matériaux de cette centrale lors de sa déconstruction », rappelle Virginie Monnier-Mangue, la déléguée territoriale EDF-Occitanie.

Pour cela, les équipes d'EDF ont déjà procédé à d'importants travaux préparatoires en enlevant le maximum de matériaux. Ainsi, par exemple 500 kilos d'amiante ont été enlevé et il ne reste plus que du béton et de l'acier. « Il y avait peu d'amiante sur cette tour plutôt en bon état général », constate Caroline Cosson.

Au total, EDF ambitionne de recycler et réutiliser 96% des matériaux de la cheminée directement sur le site : « cela évitera des camions sur les routes », poursuit la directrice adjointe du CPE.

Ecrit par le 4 février 2026



Caroline Cosson, directrice adjointe du Centre de post-exploitation (CPE) d'EDF.

Préparation à un usage industriel dans le futur

Car en faisant tomber cette cheminée, EDF fait aussi de la place pour ensuite procéder à l'affalage puis la déconstruction du bloc usine situé au pied de la tour. Un édifice de plus de 70 mètres de haut. Une opération qui s'étendra sur la période 2026-2029 et qui sera précédé par la dépose des voies ferrées d'ici 2024. La réhabilitation des sols afin de rendre les terrains aptes devant être achevées à l'horizon 2032. A cette date, le site d'Aramon sera alors ainsi intégralement réhabilité pour un usage industriel dans le futur.

En effet, l'électricien entend conserver son site pour y développer l'industrie énergétique de demain en récupérant du foncier qui sera dédié à la transition énergétique.

« Les sites EDF resteront à EDF et notre objectif est de refaire de l'industriel sur de l'industriel », insiste Caroline Cosson.

Pour y arriver, EDF aura investi 50M€ pour la remise en état de son site gardois et devrait récupérer environ 10M€ grâce à la réutilisation des matériaux présents traités.

Accélérer la transition énergétique

Ecrit par le 4 février 2026

EDF n'a cependant pas attendu pour amorcer la mutation de son site. Une centrale photovoltaïque d'une puissance de 5MW (soit l'équivalent de la consommation électrique de près de 3 500 personnes) a vu le jour en 2019. Une seconde tranche est annoncée.

Et surtout, suite à la fermeture de la Centrale à fioul, EDF a mis en place la Cleantech-vallée : « Il s'agit de développer un projet de transition écologique en faisant du développement économique et en accompagnant la croissance de start-ups et d'entreprises autour de l'industrie verte, » précise Virginie Monnier-Mangue, la déléguée territoriale EDF-Occitanie.

Ainsi, la Cleantech-vallée a coordonné l'installation de plusieurs parcs photovoltaïques générant l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 13 530 habitants dont celui, tout proche, du site industriel de Sanofi à Aramon.

Par ailleurs, son corollaire, le Cleantech Booster, son accélérateur dédié aux domaines de la décarbonation et de la transition énergétique accompagne 32 entreprises qui représentent 300 emplois en Occitanie. De quoi permettre notamment la création de 38 emplois et de 2 Entreprises.

Quant à l'ensemble du site d'Aramon, s'il est trop tôt pour évoquer le détail de futures implantations une réflexion est cependant menée autour de projet dans le secteur de l'hydrogène.

Panneaux solaires : la Chine domine la production mondiale

Ecrit par le 4 février 2026

Panneaux solaires : la Chine domine la production mondiale

Part de la capacité mondiale de production de panneaux photovoltaïques par pays et région, en % (2021)

■ Chine ■ Reste de l'Asie-Pacifique ■ Reste du monde



Source : Agence internationale de l'énergie



statista 

De nombreux gouvernements investissent massivement dans les sources d'énergies renouvelables, dont, entre autres, l'[énergie photovoltaïque](#), qui a vu sa puissance mondiale installée [doubler](#) au cours des cinq dernières années. Mais qui contrôle la fabrication des panneaux solaires ?

Comme le révèlent les [données](#) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il s'avère que la Chine

Ecrit par le 4 février 2026

détient actuellement la très grande majorité de la chaîne mondiale d'approvisionnement en panneaux solaires. De la production de polysilicium, principale matière première, à la fabrication des cellules photovoltaïques et l'assemblage des panneaux, la Chine contrôle de 75 % à 97 % de chaque étape clé de cette industrie.

En moyenne, la part représentée par le pays dans la chaîne mondiale de production (toute étape confondue) est passée de 55 % en 2010 à 84 % en 2021. La Chine reste également en tête en matière d'investissements, puisqu'elle représente près des deux tiers des investissements mondiaux dans l'énergie solaire.

Outre la [Chine](#), le reste de la région Asie-Pacifique (dont notamment l'Inde) représente également une part importante de la fabrication des panneaux photovoltaïques, soit environ 10 % de la chaîne mondiale de production. L'Europe et l'Amérique du Nord représentent plus du tiers de la demande mondiale en panneaux solaires, mais ces deux régions ne participent chacune à l'heure actuelle qu'à un peu moins de 3 % de la production.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Tricastin : La centrale EDF a produit 8% de l'électricité nucléaire française en 2022

Ecrit par le 4 février 2026



Avec une production de 21,32TWh, la centrale nucléaire EDF de Tricastin a généré près de 8% de la production nucléaire française en 2022.

La centrale, qui compte 4 unités de production d'une puissance de 900 MW chacune, fournit généralement l'équivalent de 6% de la production d'énergie de l'ensemble du parc nucléaire hexagonal.

L'année 2022 a été marquée par la mise à l'arrêt de plusieurs centrales françaises dans le cadre de leur maintenance décennale, ce qui a été aussi le cas de celle de Tricastin. Cette dernière retrouvant [toute sa capacité de production le 13 décembre 2022](#).

Dans le même temps, avec le contexte de crise énergétique les français ont également été fortement incités à moins consommer d'électricité cet hiver. Ainsi, selon RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, la consommation nationale a baissé de plus de 8% par rapport à la consommation habituelle.

Par ailleurs, la centrale EDF de Tricastin, qui emploie plus de 2 000 personnes, dont 600 salariés d'entreprises sous-traitantes, vient de voir les commissaires-enquêteurs rendre un avis favorable à la prolongation de l'exploitation du réacteur 2 au-delà de 40 ans.

Ecrit par le 4 février 2026

Une décision prise après une enquête publique qui a durée du 14 novembre au 16 décembre derniers afin d'évaluer notamment les travaux de sécurisation du site réalisé par EDF.

L.G.

La cheminée d'Aramon sera démolie le 7 juin prochain



Ecrit par le 4 février 2026

On savait déjà que la cheminée de l'ancienne centrale thermique d'Aramon devait être démolie en juin prochain. EDF vient de confirmer la date : cela sera le mercredi 7 juin. Inactive depuis avril 2016, celle qui en son temps fût la plus haute de France disparaîtra donc définitivement de l'horizon gardois.

« La mission de nos équipes, ne s'arrête pas à l'exécution opérationnelle de ce geste technique exceptionnel, explique EDF. Déconstruire, valoriser et réhabiliter, c'est préparer l'avenir du site industriel. »

En effet, depuis 7 ans déjà les équipes d'EDF spécialisées dans la déconstruction des centrales thermiques s'affairent à la réhabilitation du site. Les cuves à fioul ont été rasées et une centrale photovoltaïque d'une puissance de 5MW a vu le jour en lieu et place. A terme, l'objectif est de rendre le terrain apte à un nouvel usage industriel d'ici 3032.

Par ailleurs, EDF a impulsé, dès 2015, le projet 'Cleantech Vallée', un écosystème regroupant 28 startups, des industriels et des collectivités locales afin de développer des technologies propres pour soutenir la transition écologique. Une initiative qui a notamment déjà permis la création d'une quarantaine d'emplois.

[Retrouvez ici l'historique de la cheminée de la centrale d'Aramon](#)

Pour autant, l'abattage des 252 mètres de briques et de béton de la cheminée constitue une des étapes les plus spectaculaires de cette transition. Pour rappel, lors de sa mise en service en 1977, la cheminée d'Aramon était alors la plus haute cheminée de France jusqu'à la mise en service de celle de Gardanne (297 mètres) en 1984.

Si le détail des modalités de l'opération n'est pas encore connu, sa destruction devrait affecter la circulation fluviale, routière, aérienne ainsi que les riverains. EDF précisera d'ailleurs prochainement les conditions techniques et organisationnelles de la démolition.

Tricastin : le grand public appelé à se prononcer sur l'extension de l'usine GBII d'Orano

Ecrit par le 4 février 2026



La Commission nationale du débat public vient de lancer la concertation préalable au projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'uranium GBII à Tricastin. A ce titre, le grand public est invité à se prononcer jusqu'au 9 avril prochain sur l'augmentation de la capacité de production du site industriel du groupe Orano afin de réduire la dépendance des centrales nucléaires occidentales aux combustibles provenant de Russie.

Ils sont trois : Isabelle Barthe, Etienne Ballan et Denis Cuvillier. C'est le trio que [la CNDP](#) (Commission nationale du débat public) a désigné pour mener à bien [la concertation préalable sur le projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'uranium Gorges Besse 2 \(GBII\)](#) situé à Bollène dans la partie vauclusienne du site nucléaire de Tricastin.

C'est Orano qui, au titre de l'article L.121-12 du code de l'environnement, a sollicité la CNDP afin de mener cette démarche. Si un débat public avait déjà eu lieu en 2004, en amont de l'enquête publique de 2006, sur le projet de l'usine Georges Besse 2 mis en service à partir de 2011, cette concertation s'était faite sur la base d'une capacité de production annuelle de 7,5 millions d'UTS (Unité de travail de séparation), contre 11 millions d'UTS initialement prévues.

Aujourd'hui, Orano souhaite donc à nouveau atteindre ce volume maximal de production. Cependant, compte tenu des caractéristiques du projet et de l'ancienneté du débat public initial la CNDP a donc confirmé, en octobre dernier, qu'il serait nécessaire d'organiser une nouvelle concertation préalable.

Ecrit par le 4 février 2026

« Ouvrir le débat au plus grand nombre ».

Etienne Ballan, garant de la concertation

Ce débat prévoit que « toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement », expliquent les 3 garants du débat nommés par la CNDP.

Pour cela, des rencontres de proximité, des réunions publiques, des visites du site, des réunions dédiées aux acteurs économiques, des forums et des tables-rondes auront lieu jusqu'au 9 avril. [Un site dédié](#) recense le détail de ces différents rendez-vous proposés notamment dans les communes de Pierrelatte, Montélimar, Bollène, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Bourg-Saint-Andéol, Valence, Lyon et Orange. C'est d'ailleurs dans la cité des princes que se déroulera le 4 avril la réunion publique de synthèse de la concertation.

« Nous avons la volonté de permettre au grand public de participer à ce débat public en évoquant tous les sujets », insiste Etienne Ballan, garant de la concertation.



De gauche à droite : Denis Cuvillier, garant de la CNDP, François Lurin, directeur du site Orano de Tricastin, Christophe Mei, chef de projet chez Orano, et Frédéric Bernasconi, directeur du programme au sein d'Orano..

Ecrit par le 4 février 2026

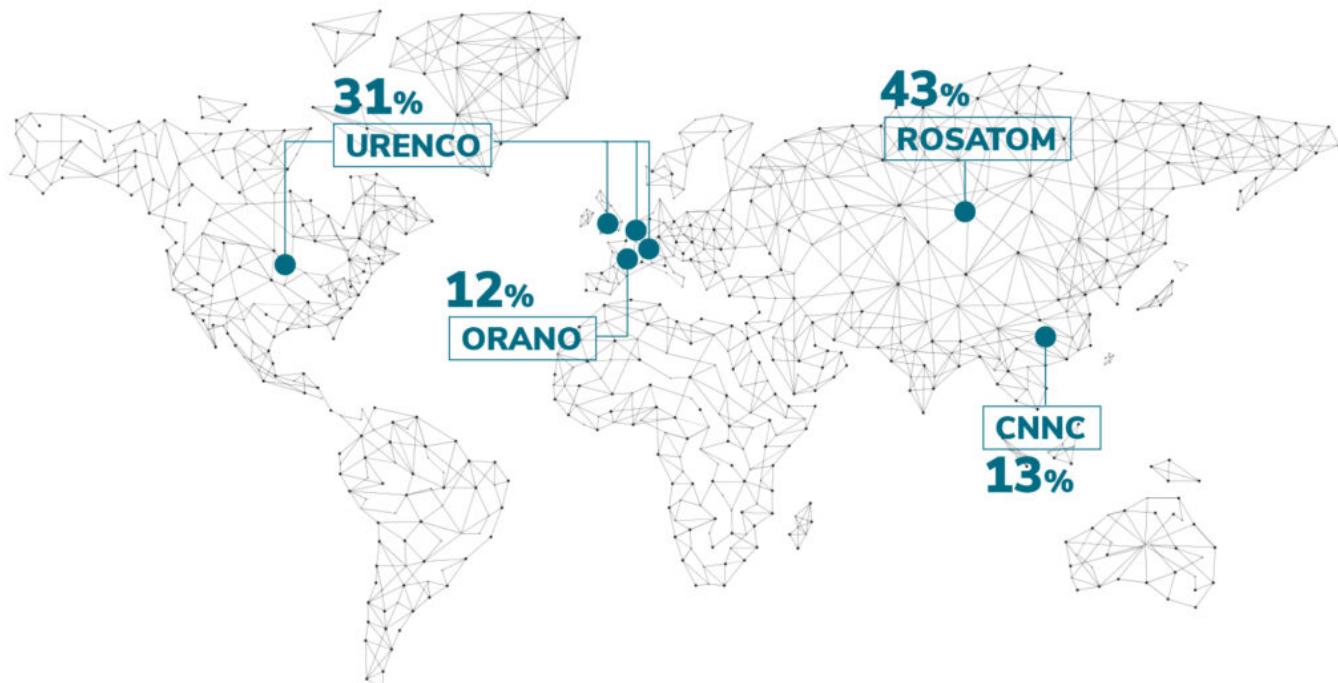
La guerre en Ukraine a tout changé

A ce jour, l'usine GBII dispose déjà de 2 unités en fonctionnement permettant l'enrichissement d'uranium par un procédé de centrifugation intervenant dans la fabrication de combustible destiné aux centrales nucléaires. Le site, mis en service progressivement entre 2011 et 2016, est composé de 8 modules pour l'unité Sud et 6 modules pour l'unité Nord. L'uranium enrichi produit par l'usine, à usage exclusivement civil, permet d'alimenter l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 90 millions de foyers.

De quoi faire d'Orano (12%) l'un des quatre groupes à maîtriser cette technologie avec le russe Rosatom (43%), les anglo-germano-néerlandais d'Urenco (31%) et les Chinois de CNNC (13%), soit 99% de la production mondiale.

« Cette augmentation vise à contribuer à la souveraineté énergétique occidentale. »

Seulement, si cette production était suffisante jusqu'alors dans le marché mondial, la guerre en Ukraine a rebattu les cartes et les pays occidentaux se sont rendus compte de leur dépendance à la Russie. En effet, Rosatom est très présent sur le marché occidental. Les importations russes représentent en moyenne aujourd'hui 30% des besoins occidentaux de production d'uranium enrichi dont 28% aux Etats-Unis et 31% en Europe.



A ce jour, le russe Rosatom dispose de 43% de la capacité d'enrichissement de l'uranium dans le

Ecrit par le 4 février 2026

monde. Ses importations représentent 30% des besoins occidentaux dont 28% aux Etats-Unis, et 31% en Europe. Une dépendance à laquelle les pays occidentaux veulent désormais mettre fin en raison de la guerre en Ukraine.

Pour mettre fin à cette dépendance énergétique, l'Europe et les Etats-Unis veulent reprendre la main sur ce marché sans pour faire autant appel à la Chine qui, de toute façon, exporte très peu pour se consacrer à son marché domestique.

L'usine GBII ne s'arrête jamais et tourne à plein régime

« Dans le contexte géopolitique actuel, cette augmentation vise à contribuer à la souveraineté énergétique occidentale, en se substituant à l'approvisionnement russe et à anticiper une situation de pénurie potentielle », explique François Lurin, directeur du site Orano-Tricastin.

Aujourd'hui, GBII tourne à plein régime, 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Orano ne dispose donc plus d'une capacité de production supplémentaire. D'où la volonté du groupe hexagonal d'étendre son site actuel afin de disposer de quatre modules supplémentaires, identiques aux quatorze déjà existants, afin d'atteindre la capacité initiale prévue dans les années 2000.



GBII tourne actuellement à plein régime, ne permettant plus de hausse de sa production.

Le projet n'est pas figé

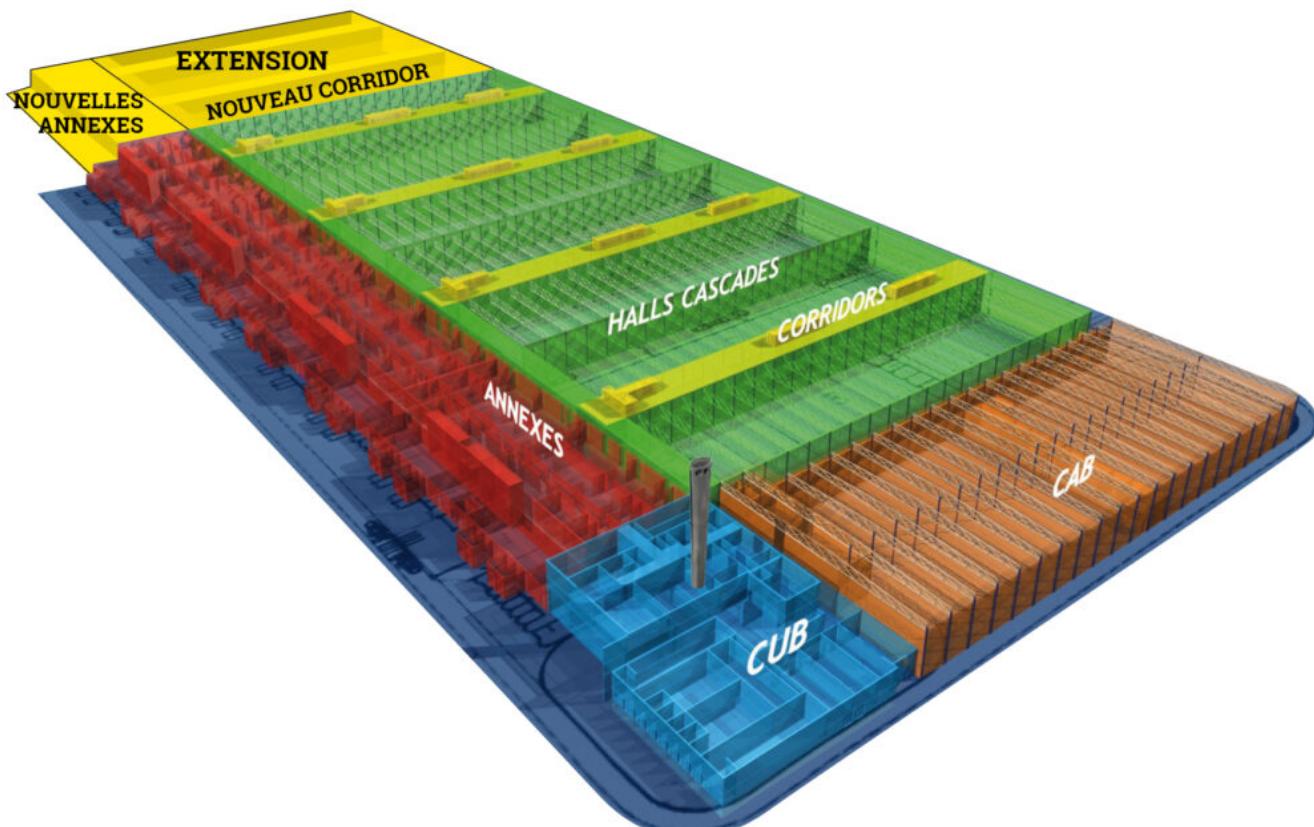
Ecrit par le 4 février 2026

Pour autant, si Orano affiche sa volonté d'obtenir l'autorisation d'avoir la possibilité d'augmenter ses capacités de production, le groupe français attend également que ses éventuels clients se positionnent avant de lancer une éventuelle extension de GBII.

« Nous avons des contacts, notamment avec des électriciens américains » reconnaît François Lurin, directeur du site Orano à Tricastin, plutôt optimiste quant à leur finalisation.

« Le projet n'est pas arrêté, poursuit le directeur. Il peut être dimensionné ou ajusté afin de correspondre aux recommandations de la CNDP. »

En effet, à l'issue de la concertation, le projet d'extension de GBII peut être suspendu, abandonné, ou poursuivi, avec des modifications éventuelles. S'il est poursuivi, le projet devra faire l'objet d'une demande de modification du Décret d'autorisation de création (Dac), soumise ensuite à enquête publique. Cette dernière devant être nourrie des échanges avec le public et des contributions recueillies lors de la concertation.



En jaune, le projet d'extension de l'usine actuelle de GBII mise en service depuis 2011.

Un plan B aux Etats-Unis ?

« Les questions abordées concernent ainsi les déchets, la sécurité, avec la proximité de la centrale EDF, que se passera-t-il si le projet ne se réalise pas ?, faut-il le faire ici et sinon pourquoi ailleurs ?, détaille Etienne Ballan. Il s'agit d'un projet mondial où il faut éviter la confusion des sujets. »

« Nous souhaitons étendre prioritairement le site déjà existant de GBII qui a été prévu pour cela, rappelle

Ecrit par le 4 février 2026

François Lurin. Cependant si le marché le nécessite et que nous n'obtenons pas l'autorisation de nous agrandir ici, nous pouvons éventuellement le faire aux Etats-Unis où nous avions déjà travaillé à l'implantation d'une usine de production de ce type. »

Cependant, pour Orano l'investissement, compris entre 1,3 et 1,7 milliards d'euros pour l'extension de GBII, sera très certainement supérieur car le site américain ne bénéficiera pas des synergies avec l'usine actuelle sur Tricastin.

« Les premières réactions, notamment celle du monde économique, sont assez favorable, complète Denis Cuvillier, garant de la concertation. A l'inverse, les associations environnementales mettent en avant l'opacité du projet ainsi que les éventuels dangers liés à la concentration sur Tricastin. Nous constatons également que le grand public affiche plutôt une grande méconnaissance du projet et que les attentes concernent surtout une information sur l'activité passée, présente et futur du site. »



C'est sur ce terrain, où 3 000 plots antisismiques ont déjà injectés dans le sol en prévision d'un agrandissement qu'Orano souhaite réaliser son extension de 20 000m². © Crespeau

Mise en service attendue mi-2028

Si le calendrier est respecté, les premiers coups de pioche sont attendus pour le 1^{er} septembre 2024. Près de 5 000 camions-toupies seront alors ensuite nécessaire pour acheminer le béton destiné à la construction de cette extension de 20 000m² où 3 000 plots antisismiques ont déjà injectés dans le sol en prévision de cet agrandissement. Entre 400 et 600 personnes interviendront en moyenne quotidiennement sur ce chantier. Ils seront même jusqu'à 1 000 à travailler en période de pointe. Des travaux hors normes qui vont également nécessiter la pose de près de 200km de tuyaux et de câbles.

Ecrit par le 4 février 2026

L'ensemble devrait être mis en service mi-2028. L'extension devant ensuite atteindre sa pleine capacité de production courant 2030. Une cinquantaine de personnes supplémentaires devrait être nécessaire pour faire fonctionner les nouvelles centrifugeuses sur ce site employant 350 salariés actuellement.

[Participer ici à la concertation préalable sur le projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'uranium GBII à Tricastin](#)

Sorgues : La fromagerie SDV s'équipe de panneaux photovoltaïques



La fromagerie sorguaise SDV vient de se doter de panneaux photovoltaïques. Une installation réalisée par [Engie my power](#), filiale du groupe Engie, qui vise à permettre à l'artisan de réduire ses factures et de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

D'habitude se sont des entreprises plus importantes qui se dotent de panneaux photovoltaïques en

Ecrit par le 4 février 2026

toiture, mais la fromagerie sorguaise SDV située route d'Orange est l'une des premières TPE/PME de Vaucluse à s'équiper de la sorte. Un projet réalisé avec [Engie my power](#), filiale du groupe Engie, qui a permis la mise en place de 96 panneaux photovoltaïques d'une puissance de 36 kWc (kilowatt-crêtes), sur 4 parties du toit de la fromagerie, pour une surface totale de 164 m². De quoi permettre à l'entreprise vauclusienne 'd'autoconsommer' prochainement plus de la moitié de l'électricité produite.

Près de 100 000€ d'économie sur la facture d'électricité

Ces panneaux photovoltaïques, qui réduiront l'empreinte environnementale de la fromagerie, lui permettront également de réaliser des économies significatives dès la première année. L'installation devrait produire chaque année plus de 44 000 kilowattheures (kWh) d'électricité solaire soit plus d'1 million de kWh sur 25 ans, et éviter ainsi l'émission de 368 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂), l'équivalent de 491 arbres à planter pour compenser cette empreinte carbone₂.

Financièrement, c'est une économie de près de 100 000€ sur la facture d'électricité qui est attendue sur cette période (hors éventuelles hausses de tarif d'électricité). L'entreprise pourra également bénéficier du gain de la revente d'électricité non consommée.

Une démarche aussi écologique qu'économique

« Engie my power accompagne les TPE/PME pour consommer moins et mieux l'électricité, grâce à une solution sur mesure d'autoconsommation solaire », déclare Sophie Devoisin-Lagarde, directrice d'Engie my power qui poursuit « Engie my power pour les Pros leur permet ainsi de faire des économies sur leurs factures d'électricité tout en réalisant un geste pour l'environnement. »

Engie my power commercialise depuis 2018 des solutions photovoltaïques pour les particuliers et petits professionnels en les accompagnant dans toutes les démarches administratives. Son ambition est de devenir, à horizon 2024, l'acteur de référence des solutions solaires décentralisées pour les puissances inférieures à 100 kilowatt crêtes (kWc).

Artisans, commerçants, TPE , PME : comment bénéficier d'une remise de l'État sur vos factures d'énergie ?

Ecrit par le 4 février 2026

ALERTE INFO

Vous êtes artisan, commerçant, TPE ou PME, le ministère de l'Economie et des finances vous informe que vous avez droit à des aides pour réduire le montant de vos factures d'électricité.

Pour en bénéficier, vous devez impérativement [envoyer cette attestation](#) à votre fournisseur d'énergie. Elle est également disponible sur le site de votre fournisseur d'énergie.

Ecrit par le 4 février 2026

« C'est simple, rapide et vous trouverez sur le site internet de votre fournisseur d'énergie toutes les informations utiles sur les modalités d'envoi de cette attestation, explique les services des Finances publiques. L'envoi de l'attestation à votre fournisseur est nécessaire et urgent pour bénéficier d'une remise sur votre facture d'électricité de janvier. »

Si vous n'êtes pas à l'aise avec internet ou si vous souhaitez bénéficier d'explications pour remplir l'attestation, les Finances publiques rappellent que ses agents sont à votre service :

- au 0 806 000 245 ;
- au niveau de chaque département avec [ses conseillers en sortie de crise](#) ;
- sur rendez-vous dans votre centre des Finances publiques.

L.G.

Crise de l'énergie : « Nous sommes là pour protéger les entreprises de Vaucluse. »

Ecrit par le 4 février 2026



« Nous chassons en meute », tel pourrait être le slogan des services de l'Etat et Chambres consulaires vauclusiennes réunis exceptionnellement afin de présenter les dispositifs d'aides du gouvernement aux entreprises face à la hausse des prix de l'énergie :

« Avec l'augmentation du coût de l'énergie, le parc nucléaire partiellement en maintenance et le conflit en Ukraine, nous sommes là, tous ensemble, l'Etat, les Chambres consulaires, les Finances publiques, l'URSSAF pour tendre la main aux entreprises, quelle que soit leur taille » annonce d'emblée le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, [Christian Guyard](#).

Au cours d'une conférence de presse, entouré de [Michel Laffitte](#), directeur départemental des Finances publiques de Vaucluse et de quelques collaborateurs, de la présidente de la Chambre des métiers et de l'artisanat, Valérie Coissieux, de Gilbert Marcelli, président de la Chambre de commerce et d'industrie, Christian Guyard a ajouté « Nous sommes là pour protéger, les entreprises, petites et grandes, les artisans, les commerçants impactés par la flambée des coûts du gaz et de l'électricité ».

Le détail des dispositifs d'aides de l'Etat

Il déroule le détail du dispositif d'aides proposées en fonction des cas. « Pour les TPE (Toutes petites entreprises de moins de 10 salariés), dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 2M€ et une puissance inférieure à 36kVA (kilos volts ampères), la hausse des factures d'électricité ne dépassera pas 15% dès février prochain. Cela s'applique aussi aux entreprises ayant signé un contrat de marché à

Ecrit par le 4 février 2026

280€/MWh. Deuxième catégorie : les TPE ayant une puissance de plus de 36kVA/an, dans ce cas l'amortisseur jouera son rôle et le plafond sera limité à 280€/MWh.

Pour les PME non éligibles au bouclier tarifaire, l'Etat prendra en charge 20% de la facture dès que le prix souscrit dépassera 180€/MWh. Enfin, pour les entreprises énergivores, électro-intensives un guichet d'aide est dédié depuis septembre dernier. Il est ouvert jusqu'31 décembre 2023, mais avant toute demande, il vaut mieux voir sur internet ce que donne la simulation (www.impots.gouv.fr/simulateur-aide-gaz-electricite). Les entrepreneurs peuvent également bénéficier d'un accompagnement individualisé sur leur espace professionnel (impots.gouv.fr).

Comment bénéficier des aides ?

Pour bénéficier de ces aides, il suffit de transmettre une attestation sur l'honneur de votre éligibilité auprès de votre fournisseur d'électricité. Attention : la demande doit être faite avant le 1er mars.

Le Directeur départemental des Finances publiques, Michel Laffitte a précisé que ses services feraient preuve de bienveillance et que le paiement des impôts et des charges feraient l'objet d'un possible report de 48 mois, mais pas la TVA ni le versement de prélèvement à la source.

Valérie Coissieux, au nom des artisans a rappelé que « ces aides sont uniques, elles n'existent qu'en France. Une cellule de téléphonie a été mise en œuvre par la Chambre des Métiers pour rassurer psychologiquement les patrons de pressings, les bouchers, les poissonniers qui ont été frappés de plein fouet par les augmentations insensées de fin 2022, sans parler de la flambée du prix de la farine, du beurre ou du carton d'emballage de gâteaux pour les boulangers-pâtissiers. Nous avons joint la moitié d'entre eux - soit 300 boulangers - nous avons fait le maximum pour les encourager à sortir la tête de l'eau, nous leur avons dit que l'URSSAF aussi serait à l'écoute avec indulgence ». Elle a rappelé les coordonnées de la « Cellule crise énergétique : assistance84@cmarpaca.



Ecrit par le 4 février 2026

Christian Guyard, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, et les chambres consulaires du département ont présenté les différents dispositifs d'aides aux entreprises vauclusiennes afin de faire face à la crise actuelle des prix de l'énergie.

Gilbert Marcelli, le patron de la Chambre de Commerce et d'Industrie a précisé que nous traversons crises après crise depuis des mois et des mois. Après les gilets jaunes et les manifestations chaque samedi dans les centres villes de Vaucluse qui obligaient les commerçants à baisser le rideau pour ne pas voir leurs vitrines voler en éclat, après le passage des manifestants, c'était la crise sanitaire, le confinement, la mise à l'écart des articles non essentiels. Il a poursuivi : « La psychologie, c'est bien jolie mais ça ne règle pas les factures. Nous, nous avons mis en service un Numéro Vert qui fonctionne (contrairement à ce que disait récemment le Président de la République), c'est le : 0 805 484 484. Trois personnes sont dédiées pour répondre au plus grand nombre. Nous nous sommes réunis en 'Interconsulaires' avec nos homologues de la Chambre d'Agriculture et de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, c'est justement pour faire un travail collectif au service des paysans, des patrons, des industriels, des commerçants. Nous sommes tous conscients que si nous n'obtenons pas de résultats concrets, il y aura des fermetures d'entreprises, des salariés au chômage, une aggravation de la précarité. »

Un millier de Vauclusiens déjà accompagnés

Frédéric Deroo, qui est conseiller départemental de sortie de crise de Vaucluse ajoute : « Ce comité existe depuis le Covid et il continue face à la crise que nous traversons. Avec des membres du Tribunal de Commerce, des experts comptables, d'anciens magistrats, des avocats bénévoles, des représentants de la Banque de France et de l'URSSAF, nous répondons au plus près des préoccupations de nos concitoyens, pour les soutenir, éviter les cessations d'activités. Derrière eux, il y a des collaborateurs, des familles, des êtres humains. Nous avons déjà accompagné un millier de vauclusiens ».

Le Directeur des Finances Publiques insiste : « Il est impératif, avant le 31 mars, de transmettre par internet votre attestation sur l'honneur à votre fournisseur d'électricité, (il suffit de cliquer sur 'PME' ou 'TPE') pour bénéficier du bouclier fiscal, de l'amortisseur d'électricité ou du guichet dédié. Toutes les entreprises seront aidées, au cas par cas. Chacun bénéficiera du meilleur tarif applicable selon son volume de consommation. Le délai de réponse variera. Pour les plus petits consommateurs ce sera dans quelques jours, pour les entreprises 'électro-intensives' qui devront joindre la dernière facture et un RIB (Relevé d'identité bancaire) quelques semaines seront nécessaires.

Chasser en meute

Christian Guyard, le représentant de l'Etat conclura : « Nous travaillons tous en équipe, nous orientons, nous conseillons, nous accompagnons les entreprises d'une même voix. Nous sommes pro-actifs, nous avons déjà soutenu un millier d'entrepreneurs. Nous sommes plus forts quand nous chassons en meute », métaphore que se plaisait à répéter le prédécesseur de la Préfète Violaine Démaret.

Contacts : Chambre des Métiers et de l'Artisanat : 04 90 80 65 42

Direction des Finances Publiques : 04 90 27 56 03